

Nouvelles locales du mercredi 16 juillet 2014

@rib News, 16/07/2014 | Droits de l'Homme - Alors que le président de l'OLUCOME avait prévu d'entamer mercredi une grève de la fin et une marche manifestation de deux jours pour demander la justification des enrichissements illicites, la Police s'est déployée très tôt ce matin au tour de sa résidence pour l'en empêcher. En effet, des policiers avaient ceinturé sa résidence depuis 3h du matin de ce mercredi et il a été interdit de sortir de chez lui (Photo). Mais, cela n'a pas empêché quiconque voulait entrer chez Gabriel Rufyiri de le faire. Ainsi, il a eu l'occasion de s'adresser aux journalistes qui ont constaté la tenue avec laquelle il avait prévu de manifester.

En effet, ce militant anti corruption portait un T-shirt, un pantalon et une casquette tous blancs. Le T-shirt avait des effigies de deux personnes l'une maigre, l'autre très grosse où la plus mince apparaissait en train de nourrir la plus grosse. Il a expliqué cela comme étant une représentation du peuple pauvre et du gouvernement composé de riches. De plus, la personne mince posait à la personne grosse deux questions à savoir respectivement «À quand la fin de ma misère ?» et «À d'aujourd'hui as-tu tiré ta richesse ?». Rufyiri ajoute que la police lui a interdit de sortir pour que rien ne lui arrive. [isanganiro/rtnb/bonesha/rpa/rtr] - Vers 11h, un des substituts du procureur de la République en mairie de Bujumbura est venu chez le président de l'OLUCOME et est parti avec lui mais, Rufyiri est aussitôt revenu chez lui affirmant qu'il devrait comparaître devant le substitut du procureur de la République en mairie dans l'après-midi de mercredi. Il a ainsi passé plus de deux heures en interrogatoire. Selon son avocat, cette convocation est suspecte du moment que tout le monde est courant de la corruption qui s'observe dans différents secteurs de la vie de ce pays.

Maître Fabien Segatwa précise qu'il a été entendu sur ce qui l'a poussé à décider de faire une marche maigre de la fin pour deux jours. Il précise que cette convocation ne devrait pas avoir lieu parce que même le président de la République en appelle souvent à toute la population de prêter main forte à la justice pour que ceux qui sont corrompus soient punis. Après l'interrogatoire, il est rentré chez lui. [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb] - Les hommes de droit trouvent que cette interdiction de manifester est contre la constitution de la République du Burundi. Selon Maître Gédéon Mubirigi, il n'y a aucune justification légale qui puisse légitimement expliquer cette action de la part de la police. Il trouve que personne ne peut être privé de sa liberté de mouvement avant d'avoir été reconnu coupable ou tout le moins être suspect d'avoir commis une infraction déterminée par la loi. [isanganiro]

La ligue des droits de l'homme s'insurge aussi contre cette attitude du pouvoir vis-à-vis du président de l'OLUCOME. Le président de cette ligue estime que ce comportement est contre la politique de tolérance zéro prônée par les autorités du pays de la base jusqu'au sommet. Anchaire Nikoyagize estime qu'aujourd'hui Gabriel Rufyiri est en train de contribuer à la lutte contre la corruption, il devrait plutôt être entendu et ses observations devraient être prises en considération. Il trouve ainsi que le gouvernement est en train d'agir contre ses propres engagements. [isanganiro] - L'Observatoire de l'Action Gouvernementale vient de commanditer une étude de plaidoyer sur l'indépendance de la magistrature au Burundi. Selon Léonard Gacuko qui a mené cette étude, les juges burundais ont peur de la suite qui peut être réservée à leur carrière s'ils n'exécutent pas les ordres reçus de certaines personnes au pouvoir. Ainsi, ils ont peur en ce qui est des mutations, des avancements en grades, des mauvaises cotations et autres situations qui peuvent leur arriver. Ainsi, il trouve que cela cause de plus en plus de mauvaises décisions judiciaires très souvent guidées suite à ce sentiment chez les juges. Il renchérit en disant que le juge devrait plutôt être indépendant de lui-même et du monde qui l'entoure et comme solution, il trouve que la loi devrait changer pour ne plus permettre à certains éléments du pouvoir exécutif d'avoir une influence sur les juges. Il trouve en outre que le président du conseil supérieur de la magistrature devrait être le président de la cour suprême comme cela est d'usage dans les autres pays et non le président de la République. [isanganiro/rpa/rtr]

Économie - La population de la ville de Bujumbura continue de se lamenter suite à l'indisponibilité du courant électrique pour une grande partie de la journée alors que ce produit est au centre de leurs activités. Ils trouvent qu'ils travaillent à perte suite au fait que le courant n'est pas fourni par la REGIDESO. Ils constatent par ailleurs que cette situation est d'autant plus embarrassante que la REGIDESO ne fournit aucune explication à ce sujet. Ainsi, ils continuent de demander des éclaircissements ou tout au moins un horaire de délestage si le courant n'est pas suffisant. De même, la ville de Gitega vient de passer deux jours sans connaître une minute de délestage. À l'origine, un transformateur de haute tension a été abîmé ce lundi soir alors que c'est lui qui fournissait du courant aux autres transformateurs des différents quartiers de cette ville du centre du pays. Les personnes utilisant le courant dans leurs activités quotidiennes y compris les services publics comme les hôpitaux font savoir qu'elles ne savent plus à quel point se vouer alors que leurs travaux sont suspendus suite à ce problème. Le représentant de la REGIDESO dans les provinces du centre du pays promet que cette semaine ne va toucher à sa fin sans que le courant soit rétabli à Gitega. [isanganiro]

Société - Certains habitants résidents de la commune Mabanda de la province Makamba crient au secours contre l'arbitraire de la CNTB dans les conflits fonciers les opposant avec les rapatriés. Ils trouvent que cette commission penche du côté des rapatriés et ne veut pas écouter les doléances des résidents. Ils viennent tout de même d'adresser une correspondance au président de la République pour lui demander d'intervenir avant que la situation ne dégénère. Ils affirment qu'ils ne peuvent pas accepter cette injustice de la part de la CNTB et qu'ils préfèrent mourir. Le représentant provincial de cette commission affirme que cette question est connue de cette commission. Il trouve toutefois que les résidents ne peuvent pas entamer une démarche collective et qu'une demande individuelle et personnelle doit être introduite puisqu'ils ne sont pas dans les mêmes situations. [isanganiro]

Coopération - Dans le but de bien préparer les élections de 2015, la France a conclu un partenariat avec le PNUD pour fournir une somme de 200.000 Euro dans les prochains jours. Cette somme équivalente à plus de 450 millions de francs burundais aidera dans les opérations d'inscription des personnes en âge de voter lesquelles opérations vont commencer à la fin du mois de septembre pour se terminer en mi-octobre 2014. C'est une première aide étrangère qui vient dans le cadre de la préparation des élections et le président de la CENI se dit optimiste que d'autres bailleurs vont donner leurs contributions. L'ambassadeur de la France au Burundi a estimé de son côté que le gouvernement

burundais devra faire preuve de prÃ©paration responsable des Ã©lections quitte Ã bÃªnÃ©ficier de la clÃ©mence des bailleu
[isanganiro/rtnb/bonesha/rtr]